



# DÉCISIONS

\*\*\*

## CONSEIL MUNICIPAL DU

### 5 MARS 2020

Adresser toute correspondance  
à Monsieur le Maire  
Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec

Place du Maréchal-Foch  
93134 Noisy-le-Sec Cedex  
Tél. 01 49 42 66 00  
Fax : 01 48 43 70 96

[www.noisylesec.fr](http://www.noisylesec.fr)





DM20_01	09/01/2020	EXERCICE DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN RENFORCE SUR UN BIEN SIS 71 RUE SAINT DENIS A NOISY-LE-SEC, PARCELLES CADASTRÉES V269 ET V 270
DM20_02	16/01/2020	Maintenance logiciel Pelehas Full Web, approbation du contrat signé avec la société AGENCE FRANÇAISE INFORMATIQUE
DM20_03	16/01/2020	Droit d'accès Club Finance Active, Optim Dette, Optim Prospective et Optim Dette Garantie, approbation du contrat signé avec la société FINANCE ACTIVE
DM20_04	03/02/2020	Acquisition terrain d'un bien sis 151-155 Boulevard Roger Salengro à NOISY LE SEC, PARCELLES CADASTREES AV 156,157 ET 158
AOO 2019/4697	17/01/2020	Prestations de contrôle technique, CSPS, CSSI et études géotechnique <b>lot 1</b> : missions de contrôles techniques : <b>Délai d'exécution : 1 an renouvelable 3 fois, montant maxi du marché 100 000 euros HT, titulaire du marché : BTP Consultants</b> <b>202 Quai de Clichy - 92110 Clichy</b>
AOO 2019/4697	15/01/2020	Prestations de contrôle technique, CSPS, CSSI et études géotechnique <b>lot 2</b> : missions de coordination de sécurité et de protection de la santé : <b>Délai d'exécution : 1 an renouvelable 3 fois, montant maxi du marché 100 000 euros HT, titulaire du marché : ACI 5 bis rue du Bois 60220 Boutavent</b>
AOO 2019/4697	15/01/2020	Prestations de contrôle technique, CSPS, CSSI et études géotechnique <b>lot 3</b> : missions de coordination système de sécurité incendie <b>Délai d'exécution : 1 an renouvelable 3 fois, montant maxi du marché 50 000 euros HT, titulaire du marché : Efficio Sasu 655 Avenue Roland Garros BP 334 78530 Buc</b>
AOO 2019/4697	16/01/2020	Prestations de contrôle technique, CSPS, CSSI et études géotechnique <b>lot 4</b> : élaboration d'études géotechniques <b>Délai d'exécution : 1 an renouvelable 3 fois, montant maxi du marché 200 000 euros HT, titulaire du marché : Esiris IDF Infra</b> <b>8 Rue des Chênes Rouges 91580 Etrechy</b>
Mapa 2019/4698	27/01/2019	Missions diagnostic amiante et plomb <b>Délai d'exécution : 1 an renouvelable 3 fois, montant maxi annuel du marché 35 000 euros HT, Titulaire du marché : Experimo 91 29 Rue de l'Industrie 91210 Draveil</b>
Concours 2019/4685	04/02/2020	Concours restreint de maîtrise d'œuvre pour la reconstruction du groupe scolaire Langevin et le complexe sportif associé : <b>Durée estimative du marché : 72 mois, montant du marché 2 604 994,75 € TTC, Titulaire du Marché Epicuria architectes 20 Rue Lacroix 75017 Paris</b>

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N°\_DM20\_01

Liberté – Egalité – Fraternité

## DECISION DU MAIRE

**prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art. L.2122-22 & L.2122-23 du CGCT)**

**OBJET : EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN RENFORCE SUR UN BIEN SIS 71 RUE SAINT-DENIS A NOISY-LE-SEC, PARCELLES CADASTREES V269 ET V270**

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5219-5 déterminant les compétences des établissements publics territoriaux et les conditions d'exercice des compétences précédemment transférées aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existants au 31 décembre 2015,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.210-1 et suivants, L.211-2, L.213-1 et suivants, L.300-1, R.213-1 et suivants, D.213-13-1 et suivants,

Vu le décret n°2015-1661 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial Est Ensemble dont le siège est à Romainville,

Vu la délibération n°2016-01-07-05 du Conseil de Territoire du 7 janvier 2016 (R.D. du 08 janvier 2016) portant délégation de compétence au Président pour prendre les décisions dans des domaines limitativement énumérés parmi lesquels exercer le droit de préemption urbain,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°01.03 en date du 13 décembre 2001, reçue en préfecture le 20 décembre 2001, instituant le droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Noisy-le-Sec, modifiée par une délibération du Conseil Municipal en date du 28 février 2008 reçue en préfecture le 6 mars 2008, puis par une délibération en date du 23 mai 2013 reçue en préfecture le 3 juin 2013,

Vu la décision de délégation du droit de préemption urbain renforcé, du Président de l'établissement public territorial Est Ensemble, n°2019-645, en date du 19 décembre 2019, au profit de la Ville de Noisy-le-Sec, dans le cadre de l'aliénation d'un bien sis 71 rue Saint-Denis, à Noisy-le-Sec,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Noisy-le-Sec approuvé par la délibération du Conseil Municipal du 15 novembre 2012, modifié par une délibération du Conseil Territorial en date du 10 juillet 2018, reçue en préfecture le 23 juillet 2018, puis par une délibération du Conseil Territorial en date du 19 novembre 2019, reçue en préfecture le 22 novembre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal, n°2017/06-01, en date du 22 juin 2017, reçue en préfecture le 5 juillet 2017, donnant délégation au Maire d'exercer, au nom de la Ville, le droit de préemption urbain,

Vu la déclaration d'intention d'aliéner n°2019-340, transmise dans le cadre du droit de préemption urbain renforcé et réceptionnée en Mairie de Noisy-le-Sec le 14 octobre 2019, informant de la cession d'une maison d'habitation de deux étages, élevée sur cave, située au sein d'une copropriété de deux lots, d'une surface utile ou habitable d'environ 164,5 m², sise 71 rue Saint-Denis, à Noisy-le-Sec, sur les parcelles cadastrées V n°269 et 270, appartenant à Monsieur Damien Noël François DUBUS (propriétaire de la moitié en nue-propriété), Monsieur Julien Cédric Robert Jacques DUBUS (propriétaire de la moitié en nue-propriété) et Madame Dominique Raymonde AUZEMERY (propriétaire de la totalité de l'usufruit), au prix de 380 000 € (trois cent quatre-vingt mille euros),





Vu la demande de documents complémentaires notifiée à Maître Ludovic MESUREUR, le 13 décembre 2019, Monsieur Julien Cédric Robert Jacques DUBUS, le 11 décembre 2019 et Monsieur Damien Noël François DUBUS, le 13 décembre 2019, conformément aux articles L.213-2 et D.213-13-1 et suivants du Code de l'Urbanisme,

Vu les documents complémentaires réceptionnés en Mairie de Noisy-le-Sec le 17 décembre 2019,

Vu la demande de visite notifiée à Maître Ludovic MESUREUR, le 11 décembre 2019, Monsieur Julien Cédric Robert Jacques DUBUS, le 11 décembre 2019 et Monsieur Damien Noël François DUBUS, le 13 décembre 2019, conformément aux articles L.213-2 et D.213-13-1 et suivants du Code de l'Urbanisme,

Vu les courriers d'acceptation de la visite reçus au siège de l'établissement public territorial Est Ensemble, en date du 24 et du 27 décembre 2019, adressés par Messieurs Julien Cédric Robert Jacques DUBUS et Damien Noël François DUBUS, confirmant, par ailleurs, l'accord de Madame Dominique Raymonde AUZEMERY et invitant à prendre attache auprès de leur représentant, Monsieur Cédric FROMENTEAU,

Vu la visite du bien qui s'est déroulée le 8 janvier 2020 en présence de Monsieur Cédric FROMENTEAU, représentant les propriétaires du bien, du service local du Domaine, représentée par Madame Isabelle ESCRIBANO, de la Ville de Noisy-le-Sec, représentée par Madame Agnès LAHILLE,

Vu l'article L.213-2 du Code de l'Urbanisme indiquant que si le délai d'instruction restant est inférieur à un mois à l'issue de la réception des documents complémentaires, le titulaire du droit de préemption dispose d'un mois supplémentaire pour prendre sa décision, le délai d'instruction est par conséquent porté au 17 janvier 2020,

Vu l'avis du service local Domaine en date du 9 janvier 2020,

Considérant la volonté de la Ville dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme, et notamment de son Projet d'Aménagement et de Développement Durables de renouveler les tissus mixtes d'habitat et d'activités des secteurs plus particulièrement accessibles par les transports en commun, et de favoriser la réalisation de programme de logements de qualité, intégré à l'environnement urbain du quartier,

Considérant les études réalisées, sur ce périmètre en 2013 et 2014, préalables à la réhabilitation du secteur « Bouquet-Bergeries », en lien avec les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables et notamment, l'objectif de participer à l'effort de construction de logements sur le territoire,

Considérant que, conformément à ces objectifs, la ville de Noisy-le-Sec est devenue propriétaire de la seconde moitié de la copropriété du 67-71 rue Saint Denis, le 5 décembre 2013,

Considérant que la maîtrise dudit bien par la collectivité permettrait ainsi de prolonger les efforts de requalification et de redynamisation urbaine déjà opérés sur ce secteur,

Considérant que la collectivité a vocation à étudier toute DIA concernant des parcelles qui feraient l'objet de mutations sur ce secteur afin d'acquérir les biens pour la réalisation d'un projet de requalification du quartier,

Considérant que le prix de 380 000 € (trois cent quatre-vingt mille euros) indiqué sur la DIA n'appelle pas d'observations de part du service local du Domaine,

DECIDE :

Article 1 :

De préempter au regard des objectifs susvisés, au nom de la Ville, le bien sis 71 rue Saint-Denis à Noisy-le-Sec, tel qu'identifié au sein de la DIA n°2019-340, situé sur les parcelles cadastrées section V n°269 et 270 d'une surface utile ou habitable d'environ 164,5 m<sup>2</sup>, au prix de 380 000 € (trois cent quatre-vingt mille euros).

Article 2 :

Les dépenses liées à cette acquisition seront prévues au budget.



Article 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal Administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.

Article 4

Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, 1 esplanade Jean Moulin, 93007 Bobigny CEDEX,
- Monsieur le Président de l'établissement public territorial Est Ensemble, 100 avenue Gaston Roussel, 93232 Romainville CEDEX,
- Les propriétaires du bien :
  - o Monsieur Damien Noël François DUBUS, 15 allée Jean François le Godinec, 35000 Rennes,
  - o Monsieur Julien Cédric Robert Jacques DUBUS, 15 rue du Canal, 66200 Corneilla-Del-Vercol
  - o Madame Dominique Raymonde AUZEMERY, 71/71bis rue Saint-Denis, 93130 Noisy-le-Sec
- Maître Ludovic MESUREUR, 9 boulevard Saint-Michel, 75005 Paris,
- Les acquéreurs évincés, Monsieur et Madame Rabia MOKRANE, 17 allée des Lettres, 93140, Bondy,
- La Direction Départementale des Finances Publiques, 13 esplanade Jean-Moulin, 93009 Bobigny CEDEX

Fait à Noisy-le-Sec, le 13 JAN. 2020



Laurent RIVOIRE

Maire de Noisy-le-Sec  
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 17/01/2020

Reçu en préfecture le 17/01/2020

Affiché le

ID : 093-219300530-20200116-DM20\_02-CC

N°

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### MAINTENANCE LOGICIEL PELEHAS FULL WEB

#### Approbation du contrat signé avec la société AGENCE FRANÇAISE INFORMATIQUE

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire par le Conseil Municipal,

Vu le Code des Marchés Publics, et notamment ses articles 1, 27, 28 et 40.II,

Considérant la nécessité d'assurer les prestations de maintenance du logiciel Pelehas Full Web pour la gestion des activités relatives aux services de la Direction de la Proximité Urbaine,

### DECIDE

**Article 1 :** De signer le contrat avec la société AGENCE FRANÇAISE INFORMATIQUE, sise 4, rue de la Couture - 77260 SAMMERON.

Pour une période initiale d'un an du 01/01/2020 au 31/12/2020, renouvelable chaque année par reconduction tacite, pour une durée globale ne pouvant excéder 3 ans.

**Article 2 :** Dit que le montant de cette prestation s'élève à 2 321,88 € H.T. par an.

**Article 3 :** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société AGENCE FRANÇAISE INFORMATIQUE.

**Article 4 :** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 6 :** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-sous-Bois, la Direction des Assemblées, des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, la Direction des Systèmes d'Information et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, Le 16 JAN. 2020

Laurent RIVOIRE  
Maire de Noisy-le-Sec



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 17/01/2020

Reçu en préfecture le 17/01/2020

Affiché le

ID : 093-219300530-20200116-DM20\_03-CC

N°

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **DROIT D'ACCES CLUB FINANCE ACTIVE, OPTIM DETTE, OPTIM PROSPECTIVE ET OPTIM DETTE GARANTIE Approbation du contrat signé avec la société FINANCE ACTIVE**

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire par le Conseil Municipal,

Vu le Code des Marchés Publics, et notamment ses articles 1, 27, 28 et 40.II,

Considérant la nécessité d'assurer les prestations de droit d'accès aux services Club Finance Active, Optim Dette, Optim Prospective, Optim Dette Garantie pour la gestion des activités relatives aux services de la Direction des Finances,

### **DECIDE**

**Article 1** : De signer le contrat avec la société FINANCE ACTIVE, sise 46, rue Notre-Dame des Victoires - 75002 PARIS.

Pour une période initiale de 3 ans à compter de la transmission des codes d'accès par FINANCE ACTIVE. Puis à l'issue de la période initiale, renouvelable chaque année par reconduction tacite.

**Article 2** : Dit que le montant de cette prestation s'élève à 10 300,00 € H.T. par an.

**Article 3** : Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société FINANCE ACTIVE.

**Article 4** : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

**Article 5** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 6** : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-sous-Bois, la Direction des Assemblées, des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, la Direction des Systèmes d'Information et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, Le 16 JAN. 2020

Laurent RIVOIRE  
Maire de Noisy-le-Sec





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

N°\_DM20\_04

## DECISION DU MAIRE

**OBJET : DECISION D'ACQUISITION D'UN BIEN SIS 151-155 BOULEVARD ROGER SALENGRO A NOISY-LE-SEC, PARCELLES CADASTREES AV 156, 157 ET 158**

Le Maire,

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage,

Vu le projet de plan local d'urbanisme intercommunal arrêté par le Conseil de Territoire de l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble, en date du 28 mai 2019, soumis à enquête publique du 7 octobre 2019 au 7 novembre 2019,

Vu le règlement et le plan de zonage du projet de plan local d'urbanisme intercommunal arrêté,

Vu le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2016-2022 de Seine-Saint-Denis,

Vu la déclaration d'intention d'aliéner n°2019-412, réceptionnée en Mairie de Noisy-le-Sec le 6 décembre 2019, informant de la cession d'un terrain non bâti, d'une surface d'environ 700 m², sis 151-155 boulevard Roger Salengro, à Noisy-le-Sec, sur les parcelles cadastrées AV n°156, 157 et 158, appartenant à Monsieur et Madame Romain BONALDI, au prix de 165 000 € (cent soixante-cinq mille euros) dont 15 000 € (quinze mille euros) à la charge du vendeur,

Vu la délibération n°2019/11-10, du Conseil municipal du 14 novembre 2019, relative à l'acquisition d'une emprise cadastrée AV n°216, sise boulevard Roger Salengro, auprès de l'Etat,

Considérant la nécessité, pour la ville de Noisy-le-Sec, de disposer de terrains permettant l'accueil de gens du voyage, manifestant ainsi sa volonté de se conformer à ses obligations légales,

Considérant que le terrain identifié dans ladite déclaration d'intention d'aliéner a été inscrit, au sein du projet de plan local d'urbanisme intercommunal, dans un secteur de taille et de capacité d'accueil limitée (STECAL) où seules sont autorisées les constructions liées et nécessaires à l'accueil des gens du voyage dès lors qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et sauvages,

Considérant que la parcelle AV n°216 et que les terrains identifiés dans ladite déclaration d'intention d'aliéner sont situés au sein du même STECAL,

Considérant que la délibération n°2019/11-10, du Conseil municipal du 14 novembre 2019, relative à l'acquisition de la parcelle AV n°216, a été approuvée à l'unanimité,

Considérant que la déclaration d'intention d'aliéner concernée constitue une offre d'acquisition pour la Ville et que, compte tenu des éléments de motivation mentionnés dans la présente décision, il est opportun d'y donner suite, par la présente décision d'acquisition,

Considérant en effet que l'acquisition des parcelles cadastrées AV n°156, 157 et 158 permettra de poursuivre la constitution d'une emprise foncière cohérente pour l'aménagement de constructions liées et nécessaires à l'accueil des gens du voyage, amorcée par l'acquisition de la parcelle AV n°216 auprès de l'Etat,

DECIDE :

Article 1 :

D'acquérir, au regard des objectifs susvisés, au nom de la Ville, le bien sis 151-155 boulevard Roger Salengro, à Noisy-le-Sec, tel qu'identifié au sein de la DIA n°2019-412, situé sur les parcelles cadastrées section AV n°156, 157 et 158, d'une surface d'environ 700 m², au prix de 70 000 € (soixante-dix mille euros).

Article 2 :

Les dépenses liées à cette acquisition seront prévues au budget.

Article 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal Administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.

Article 4 :

Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, 1 esplanade Jean Moulin, 93007 Bobigny CEDEX,
- Les propriétaires du bien : Monsieur et Madame Romain BONALDI, 55 rue George Méliès, 93100, Montreuil,
- Maître Béatrice CRENEAU-JABAUD, 10 rue Carnot, 93130, NOISY-LE-SEC,
- L'acquéreur mentionné dans la DIA : SCI 12 RUE CHOUMERY, 52 rue Louise Michel, 93170, BAGNOLET

Fait à Noisy-le-Sec, le 03 FEV. 2020



Laurent RIVOIRE

Maire de Noisy-le-Sec  
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris